

Je proposerai au gouvernement de dépenser une partie de cet argent pour essayer de construire un couloir à travers le Maine. N'a-t-on pris aucune mesure à cet égard? N'y a-t-il personne de l'autre côté de la Chambre qui puisse nous informer des progrès réalisés quant à cette entreprise internationale? On pourrait sûrement demander à quelqu'un aux États-Unis de nous faire parvenir un rapport sur la possibilité d'entreprendre un programme conjoint de construction routière dans le Maine. Sauf erreur, un projet de loi a été présenté à l'Assemblée législative du Maine en vue de la construction et de l'amélioration de diverses parties de la route d'État n° 6, tronçon du couloir que l'on propose de construire depuis longtemps. D'après moi, il s'agit là d'un pas dans la bonne voie; mais je demande au gouvernement s'il a présenté des instances au gouverneur de l'État du Maine pour indiquer que nous nous intéressons à la construction de ce couloir.

Songez aux grandes économies de frais de transport que pourraient réaliser notre industrie de la pêche, nos agriculteurs et nos nouvelles industries secondaires ou de fabrication si l'on construisait une route entre la Nouvelle-Écosse et Montréal réduisant la distance de 140 milles. Le projet dort depuis trop longtemps et j'espère que le gouvernement prendra des mesures immédiates en vue d'une collaboration internationale dont bénéficieraient de vastes régions dans les deux pays.

Quelles mesures a-t-on prises pour mettre en service un second transbordeur entre la Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-Écosse? Notre industrie touristique en a besoin. Pourtant, le gouvernement fédéral se contente de vagues promesses. Il n'y a rien dans le discours du trône à l'égard de ce projet, monsieur l'Orateur. Vu l'importance d'un deuxième transbordeur pour notre agriculture et nos industries de la pêche et du tourisme, il est grand temps d'agir.

D'après le discours du trône, une mesure sera présentée au cours de la session en vue d'assurer une meilleure réglementation de la radiodiffusion et un meilleur exercice par les radiodiffuseurs des privilèges qui leur sont accordés et des responsabilités qui leur incombent. A mon avis, cette mesure ne saurait venir trop tôt. La Société Radio-Canada est pour ainsi dire comme un navire sans capitaine, sans gouvernail, allant à la dérive dans le brouillard sur une mer d'incertitude. Le gouvernement a déjà trop tardé à donner un chef à cette société de la Couronne qui préoccupe énormément bien des Canadiens.

Je dis cela, monsieur l'Orateur, parce que les prévisions budgétaires de cette année pour Radio-Canada s'élèvent à \$143,960,000, soit

une augmentation de \$29,476,000 en une année. A l'origine, Radio-Canada devait fonctionner librement, mais nous savons maintenant que la liberté de parole n'y existe pas. S'il s'agissait d'un organisme privé, li serait déjà en faillite. Il est évident pour le public que les prétendus esprits créateurs qui dirigent Radio-Canada présentement croient que cette qualité leur confère le droit d'être insouciants, de verser dans la recherche du sensationnel et de faire preuve de mauvais goût.

Monsieur l'Orateur, je me demande parfois si les employés de Radio-Canada veulent bien que leur société soit libre. Je pense qu'ils veulent la liberté seulement pour eux-mêmes. A ma première élection en 1957, les crédits de Radio-Canada étaient d'environ 52 millions de dollars par année, et je me souviens avoir remarqué alors qu'un million de dollars par semaine semblaient beaucoup d'argent pour subventionner un seul service. Et voilà que ce montant, qui me paraissait alors trop élevé, a presque triplé. Il est grand temps que nous examinions l'ensemble de cet organisme, de même que son programme de dépenses.

Une partie du discours du trône prévoit une aide à l'habitation et au développement urbain. Cette proposition est du domaine de la fiction, et non de la réalité. Elle nous laisse entrevoir un nouveau mode de vie sur le plan urbain, des petites villes jouissant d'une vie communautaire propre, au lieu des amas actuels de béton armé que nous qualifions de villes. Je ne blâme pas le gouvernement de penser à l'avenir, mais les rêves ne sauraient remplacer les nécessités.

Le Canada est actuellement aux prises avec une grave crise du logement. Les loyers montent en flèche et, par suite des hauts niveaux d'impôts imposés par le gouvernement actuel, à la suite d'extravagances ruineuses, le prix des maisons est devenu absolument inaccessible au salarié moyen.

C'est dans les provinces atlantiques, selon moi, que nos dirigeants politiques devraient déployer d'énormes efforts. Si je dis cela, c'est que, même si nous disposons de ressources en main-d'œuvre, nous avons besoin de nouvelles occasions d'emplois. On a réalisé de grands progrès, mais il en faudra encore davantage et le gouvernement se rendra compte, j'espère, que même si nous avons progressé, nous avons toujours besoin de l'aide d'un Office d'expansion économique de la région atlantique, pourvu de fonds suffisants pour seconder le financement d'une expansion économique constante dans notre région. Voilà l'objectif souhaité et il ne saurait y avoir de meilleure entreprise pour les provinces atlantiques et pour le Canada que de l'atteindre en cette année du centenaire.